



## Communiqué commun des Fédérations de Fonctionnaires

CFDT, CFTC, CGT, FSU, UNSA, Solidaires

La situation des fonctionnaires et des agents publics ne cesse de se dégrader.

Et c'est dans un contexte de crise qui perdure et d'annonce du gel des dépenses publiques que vont s'ouvrir cette semaine les négociations triennales sur les salaires dans la Fonction publique.

Le pouvoir d'achat des agents publics continue de baisser de puis plusieurs années. Les organisations exigeront lors des prochaines négociations le rattrapage des pertes subies et une augmentation salariale assise sur la valeur du point d'indice.

Cette situation va d'ailleurs s'aggraver à terme puisque dans le cadre de la réforme des retraites, les fonctionnaires se voient imposer une augmentation drastique de leur cotisation ce qui conduit à une baisse de leur pouvoir d'achat.

Les organisations signataires estiment que la réforme des retraites proposée est inacceptable, injuste, essentiellement à la charge des salariés. Elle ne répond ni aux questions d'emploi, en particulier des jeunes et des seniors, ni à la résorption des inégalités hommes-femmes, ni à la reconnaissance de la pénibilité... elle renvoie aux futures générations l'incertitude de la pérennité des régimes de retraites solidaires par répartition.

Elles continuent de dénoncer la politique de l'emploi public avec la poursuite du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Elles affirment que des améliorations sont au contraire indispensables pour assurer les besoins de toute la population sur l'ensemble du territoire. Elles revendiquent l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, des créations de postes partout où cela s'avère nécessaire et des mesures pour améliorer les conditions de travail.

La résorption de la précarité est une urgence. C'est pourquoi les organisations porteront des propositions en ce sens lors des prochaines discussions sur les agents non titulaires.

Donner la priorité à l'emploi, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, combattre cette réforme injuste des retraites, autant d'objectifs communs qu'elles défendront lors des prochaines négociations mais aussi lors de la journée de grèves et de manifestations du 24 juin.

**Paris le 23 juin 2010**